



TERZA SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2020
3EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2020

29 DI MAGHJU DI U 2020
29 MAI 2020

2020/E3/020

***Question orale déposée par M. Jean-Charles ORSUCCI
au nom du Groupe « Andà per Dumane »***

OBJET : Saison touristique 2020

Monsieur le Président du Conseil Exécutif,

Le déconfinement se poursuit en Europe et en Méditerranée grâce à des indicateurs sanitaires plutôt encourageants.

De nombreux pays comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce ont clairement affiché leur souhait d'ouvrir leur porte aux touristes étrangers.

De nombreuses régions touristiques françaises comme la PACA, l'Occitanie, la Nouvelle-Aquitaine ou la Bretagne se préparent à la levée des 100 km, mettent en place des plans de communication exceptionnels pour attirer le visiteur ainsi que des plans de relance inédits. Des destinations comme le Japon ou la Sicile sont allés même jusqu'à payer tout ou partie du voyage et des nuitées.

Au moment où, les français, après avoir entendu il y a 15 jours le Premier Ministre indiquant qu'ils allaient pouvoir partir en vacances, sont en train de se projeter sur

leurs lieux de vacances pour cet été, la destination touristique corse n'apporte pas de réponse claire inhérente au séjour sur notre île.

Même si la prudence reste de mise, il y a un besoin urgent de lisibilité et de visibilité.

Nous ne savons ni quand ni comment le redémarrage de l'activité touristique va se faire. Une chose est sûre : la Corse doit rester dans les destinations compétitives. Or tous les jours nous perdons des parts de marché, nous prenons un retard impossible à rattraper. Les français ont déjà commencé à réserver leurs vacances et d'ici la fin de semaine avec les annonces attendues du Gouvernement, les réservations vont se généraliser. Les conditions d'accès à l'île demeurant floues, comment pourraient-ils réserver chez nous ?

Nous sommes en train de perdre en attractivité, en compétitivité et plus les jours passent, plus les visiteurs potentiels réservent ailleurs !

Monsieur le Président, comme vous, je suis inquiet d'un éventuel rebond de l'épidémie même si les indicateurs se veulent à ce jour rassurants. Comme vous, j'ai le souci de la santé des Corses. Je possède une famille, des amis, qui demeurent inquiets pour eux ou pour leurs proches. Mais je suis tout aussi inquiet lorsque j'entrevois au loin le choc économique qui nous attend. Je crains que si on ne se donne pas les moyens de réagir, la crise économique et sociale qui nous attend à la fin de l'année aura des conséquences bien plus graves que ce que nous avons pu vivre avec cette pandémie.

Comme dans toute crise, vous êtes à un moment politique crucial de votre mandature, peut-être le plus important depuis votre accession aux responsabilités en décembre 2015. Vous devrez faire un choix. Un choix qui, pour notre groupe, se veut équilibré entre limiter le risque de propagation du virus et permettre aux nombreux Corses de cette île de sauver une saison touristique qui n'a encore débuté. Ne commettez pas l'erreur de croire et de laisser croire aux Corses que l'Etat viendrait signer un chèque à la fin du désastre, il n'en aura pas les moyens.

Il faut rapidement sortir de cette logique visant à mettre la Corse sous cloche et à imposer plus de barrières que d'autres régions touristiques qui ne sont pas moins sensibles à la préservation de la santé de leurs concitoyens. La Collectivité aurait dû travailler de concert avec le Gouvernement pour obtenir une augmentation de notre capacité en lits médicalisés. Nous aurions pu par exemple obtenir la réquisition de cliniques privées et pourquoi pas une opération avec l'Armée visant à installer provisoirement un hôpital de campagne comme cela s'est fait dans le Grand Est. Il n'est peut-être pas trop tard pour cela, encore faut-il que la majorité en ait la volonté politique.

Lors de l'audition des compagnies maritimes, le constat était sans appel de leur part. L'annonce du green pass, bien qu'elle eût pour origine des sentiments nobles, a été vécue de manière négative, comme une exigence trop contraignante qui a entraîné une chute des réservations sur la période d'été. Les hébergements touristiques en France constatent une baisse de réservation sur la période d'été de l'ordre de 30 % contrairement à la Corse qui affiche une diminution avoisinant les 60 %.

Monsieur le Président, que comptez-vous faire pour rehausser l'attractivité de notre territoire et assurer à la Corse un semblant de saison touristique ?

Il est grand temps que nous apprenions à vivre avec le virus car je crains qu'à force de mettre en place des barrières, ce n'est pas un plan de relance dont nous aurons besoin mais d'un grand plan social et sanitaire dans les prochains mois.

Je vous remercie.